

En général 2

Respectable Loge, L'Auguste Amitié, Orient de Condom, Région 17

Mots-clefs : Partage

Sous la quadruple exigence des valeurs républicaines que sont « la liberté, l'égalité, la fraternité et la laïcité », après cette crise sanitaire et longue épreuve de confinement due à l'épidémie dite du covid 19 qui a fait dire à nombre de commentateurs « qu'il y a eu un avant et il y aura un après », mais l'après sera-t-il si différent de l'avant ou tout reviendra-t-il comme avant ? Que faudra-t-il, que faudrait-il changer ?

Les FF de la Rivière Basse proposent une contribution telle que demandée par le VM autour du point 2 avec le souhait que ce travail ne soit en pure perte.

L'individu et la société : réflexion sur le partage, la solidarité, la citoyenneté.

Sur le partage

Au 1^{er} degré, c'est diviser en plusieurs éléments. Mais diviser quoi ? Et partager quoi ? Il est difficile de faire comprendre aux possédants qu'ils doivent sacrifier ce qu'ils pensent être leur dû, leurs intérêts ou leurs privilèges. Partager c'est aussi participer de manière équitable aux contributions (taxes, impôts...) avec les autres, mais TOUS LES AUTRES en proportion de ses ressources propres, du premier au dernier euro . On peut aisément concevoir que l'État redistribue – ou partage – à son tour : subventions allocations, aides, réintroduise le principe du revenu universel (RU) et également fasse appliquer la taxe Tobbin.

Le partage c'est aussi celui de la richesse produite, il doit y avoir un juste prix du travail et si l'échelle des salaires, qui théoriquement permet de récompenser chacun selon ses mérites et justifie qu'il y ait un bas de l'échelle et un sommet, l'écart entre les deux ne saurait être infini ni donner à celui qui reçoit plus un statut de supériorité et ou de pouvoir, donc rester décent. Le salaire le plus bas (dit minimum - SMIC) devrait permettre de vivre et de se loger décemment à proximité de son lieu de travail ; quant aux salaires les plus élevés ils ne devraient jamais excéder un multiple de 10 voire 15, au-delà, la taxation devrait être progressivement confiscatoire.

On voit que la question n'est pas simple et d'un point de vue humaniste, qui est notre propos, que faut-il penser du fait que 1% de la population mondiale possède 50% des biens de la planète et que l'humanité consomme 70% des ressources de la planète, ou encore de l'échelle des salaires qui va de quelques centimes d'euros pour certains (11% de la population mondiale survit dans une extrême précarité), à plusieurs millions pour d'autres dans un rapport construit entre offre et demande qui fluctuent au grès des lois, des marchés et des politiques en cours. En France, 11,4% des personnes vivent sous le seuil de pauvreté alors que dans le même temps le nombre de milliardaires et leurs revenus atteignent des sommes indécentes. Pour autant, sans faire preuve de pessimisme ni même de résignation, il est fort à craindre que les mentalités aient besoin de plus d'encadrement pour que les comportements puissent changer de manière sensible et concrète et que l'on assiste à un recul notable de l'égoïsme des plus nantis et l'individualisme exacerbé de tous, pour une meilleure répartition des ressources (biens matériels et immatériels) et des richesses matérielles, culturelles et morales.

Sur la solidarité

La crise infectieuse a pour le moins révélé des comportements indiscutablement solidaires et très réactifs d'une large part des français et tout particulièrement des travailleurs impliqués dans le fonctionnement basique de la nation (soignants hospitaliers, EPHAD, éboueurs, fonctionnaires de police, enseignants, livreurs, commerçants, petits producteurs, ...) et révélé l'importance des services publics tant décriés. Mais « en même temps », par la distanciation sociale et le renforcement de l'enfermement numérique (émergence du télétravail, de la télémedecine, ...), elle a renforcé le repli sur soi, le populisme, le nationalisme, la façon d'habiter le territoire et la manière de cohabiter au détriment du lien social.

La crise du Covid19 qui a permis de repenser le vivre ensemble, serait enfin l'occasion de ré-enchanter la vie collective, de renouer des liens de proximité, d'entraide, de s'émanciper du néolibéralisme, des champions de l'optimisation fiscale et de la dérégulation, (l'élite, les premiers de cordée versus les masses, les premiers de corvée, les sans dents) et de sa théorie du ruissellement (l'idée que ce sont les riches qui donnent du travail et nourrissent les pauvres) fondée sur le flux tendu et la recherche du plus bas coût de production (pays émergeant). Cette crise nous permettra de planifier une relocalisation de notre industrie concernant au moins pour une partie dite vitale, les produits de base ainsi qu'une juste redistribution équitable du produit de la nation, bref, retrouver une relocalisation de notre industrie laissant à chaque pays européen le libre développement de ses compétences.

La démographie qui nous amène à puiser dans un univers limité fait de terres émergées dont toutes ne sont pas fertiles et un vaste monde marin lui-même menacé par les prélèvements industriels et les diverses pollutions de près de 8 milliards d'individus différemment répartis entre 197 États et très différemment développés. Cette démographie galopante ne pourra pas se poursuivre indéfiniment sans qu'on doive nécessairement établir un puissant et indéfectible rapport de complémentarité et de coopération basé sur un principe de subsidiarité avec la totalité des vivants depuis les micro organismes, les végétaux, les animaux, jusqu'aux humains dont la prolifération ni naturellement régulée ni écologiquement maîtrisée est certainement l'une des causes du réchauffement climatique. Si la totalité de la population mondiale avait le même niveau de vie que celui des pays dits nantis il faudrait pouvoir disposer de presque 3 fois les ressources actuelles de la planète. La tâche est ici aussi difficile que délicate car elle se heurte à toutes sortes de considérations morales, religieuses, culturelles ou encore économiques et les quelques tentatives qui ont pu être observées ont été, soit calamiteuses – eugénisme- , soit dramatiques – génocides - soit des échecs comme la limitation des naissances en Chine. Une croissance ininterrompue de la population mondiale, qui souhaite légitimement un accroissement du niveau de vie, implique plus de besoins en eau potable, en logements, en déplacements, en denrées alimentaires et en consommation d'objets de communication sociale, donc plus de pollution, plus d'habitations, plus d'espace pour les villes et de moins en moins d'espace réservé à la culture et à la nature (quid de l'écologie ?).

Pour cela il faut que chacun fasse l'effort de vivre autrement, avec les autres, avec un vrai souci de l'environnement et de ce qui fait son originalité comme sa qualité dans un équilibre écologique non-« bobo » mais respectueux de toute l'organisation animale et végétale. Nous sommes en étroite coopération avec la nature qui fournit nos besoins quotidiens tels que l'air, l'eau potable et l'alimentation (ce n'est pas pour demain que nous pourrions vivre des produits de synthèse conditionnés par des machines ... et d'ailleurs les ingrédients de ces mêmes produits de synthèse, jusqu'à preuve du contraire, ne sont-ils pas aussi prélevés dans la nature ?).

Sur la citoyenneté

La première définition qui nous vient à l'esprit c'est de la définir comme étant l'ensemble des droits et des devoirs réciproques.

Par exemple, concernant l'État, on demande de sa part le respect de nos droits civils comme politiques (mais aussi ceux concernant la santé, le travail, le droit de grève, le licenciement ...) parce que lui exige de notre part certains devoirs et obligations comme celui de ne pas porter puis de porter des masques et de respecter le confinement quel que soit notre avis, celui de payer des taxes qu'il met en place selon son bon vouloir... Cette crise ne doit pas permettre au pouvoir de manipuler notre libre arbitre en jouant sur la peur et la crainte d'une contamination ou d'en être responsable pour faire reculer notre marge déjà étroite de liberté de penser et d'agir.

Cette citoyenneté ne peut s'inscrire dans un cadre républicain que si une entente ou un besoin de se parler peut se développer entre l'État et le Citoyen.

Il y a un élément essentiel dans cet équilibre précaire, c'est que les citoyens choisissent les gouvernants qui par la suite ont le pouvoir, ils peuvent ainsi prendre les décisions puisque choisis, c'est la démocratie ; mais aussi, hélas certains d'entre eux se laissent trop souvent tenter par des abus de toute nature (abus de pouvoir, lobbying, ...) alors comment conforter la démocratie et empêcher des dérives ?

La citoyenneté doit être le miroir de l'intérêt – celui de porter son attention - de l'un pour l'autre, entre État et citoyen, dans le cadre d'une entente et d'un respect ce qui, nous en convenons, de nos jours semble bien fragile.

Conclusion

Bien que 6ème pays du monde, la France est un petit pays qui ne saurait survivre plus de quelques jours en totale autarcie, alors sans même entrer dans les questions de sécurité, nous sommes dans l'obligation de participer à la construction d'une Europe forte pour faire face aux autres grandes puissances dont les intentions ne sont pas toujours humanistes.

Cela ne nous empêchera pas de rester Français et donc citoyens d'un pays qui doit garder sa souveraineté, (au même titre que nos Loges réclament la souveraineté au regard du GODF). Être citoyen ce n'est pas seulement avoir le droit de vote, c'est un engagement pour des valeurs, pour les préserver, les défendre, les faire respecter. Être citoyen c'est vivre ensemble au sens laïque, y compris avec ceux qui ne sont pas « de souche » mais avec les mêmes règles pour tous qui sont celles de la République et de la démocratie. Être citoyen c'est participer à toutes les questions de la vie dans la cité au sens grec du terme, (voir consultation après la crise des gilets jaunes). C'est aussi accepter l'autre, le voisin, le voyageur, le migrant,

Dans le malheur de ceux qui en auront été victimes et de leurs proches, cette crise du covid 19 sera cependant une chance dont il faut profiter et qui nous permettra de tout mettre à plat. Il ne faut pas la gaspiller ; il faut éviter que les promesses faites dans le temps court de cette crise ne se diluent dans le temps long de l'Après... et que l'on recommencepire qu'avant. Il est important que tous les citoyens contribuent et s'approprient

ce débat de l'Après. Mais encore faudra-t-il tenir compte de leurs propositions : que sont devenus les Cahiers de Doléances de l'après « gilets jaunes » ... jetés aux oubliettes ?

Sachons trouver un écho à l'expression de nos souhaits, de nos valeurs, de nos projets. Les Francs-Maçons trouveront là l'opportunité d'apporter hors du temple les valeurs inhérentes à notre utopie humaniste... Il faut espérer en l'humanité mais ne tardons pas trop.